

Gouvernance d'entreprise et gestion des risques: Une analyse du secteur bancaire indien

*KR Swain * et Anup Kumar Samantray ***

Dans le monde des entreprises actuel, la gouvernance d'entreprise est considérée comme un facteur important, essentiel et le plus significatif pour le bon fonctionnement des entreprises. Cette étude explore la relation entre la gouvernance d'entreprise et la gestion des risques dans le secteur bancaire et mesure la performance des banques sur la base du contexte théorique pertinent pour la gouvernance d'entreprise des banques. La littérature de cet article examine trois domaines de la gouvernance: la structure de propriété, la structure du conseil et la gestion des risques. L'impact du mécanisme de gouvernance sur les performances et les risques dépend des politiques de gouvernance et des effets sur les performances. Le document met également en évidence les domaines dans lesquels des recherches supplémentaires sont nécessaires à l'avenir.

introduction

La gouvernance d'entreprise des banques est un sujet pertinent et important en raison du rôle des banques dans le développement économique et la croissance. La gouvernance d'entreprise des banques est un déterminant essentiel de la croissance économique (Levine 1997, 2005; et Claessens, 2006). S'il existe des preuves empiriques substantielles concernant la gouvernance d'entreprise des entreprises non financières, on en sait moins sur la manière dont les caractéristiques particulières des banques pourraient affecter la gouvernance d'entreprise des banques.

Le but de cette étude est d'examiner dans quelle mesure les banques indiennes utilisent des pratiques de gestion des risques et de gouvernance d'entreprise pour faire face à différents types de risques. Plus précisément, l'étude cherche à déterminer dans quelle mesure le conseil d'administration, la direction générale et le personnel des banques sélectionnées comprennent les risques et la gestion des risques, le risque majeur auquel les banques sélectionnées sont confrontées et comment les risques sont identifiés, comment les banques sélectionnées accèdent aux risques et les analysent. en général, si les banques sélectionnées disposent de systèmes efficaces de surveillance et de contrôle des risques et comment les banques sélectionnées gèrent les risques en général. Cela est devenu nécessaire parce que la plus grande menace pour toute institution financière est la façon dont elle gère et contrôle ses facteurs.

Objectif

L'objectif principal de cet article est de justifier la relation entre la gouvernance d'entreprise et la gestion des risques dans différents aspects du secteur bancaire.

* Professeur associé, École de gestion IIPM, Kansbahal, Rourkela, Odisha 770034, Inde; et est l'auteur correspondant. Courriel: drkirtiranjan@gmail.com

** Doyen, Institut d'études commerciales et informatiques, Université Siksha «O» Anusandhan, Bhubaneswar, Odisha, Inde. Courriel: dean.ibcs@soauniversity.ac.in

Revue de la littérature

Gouvernance d'entreprise

Baek *et coll.* (2004) ont confirmé les conclusions de Mitton (2002) selon lesquelles la gouvernance d'entreprise a une influence significative sur la performance au niveau des entreprises en période de crise et ont en outre suggéré que l'impact négatif est plus important sur les entreprises dans lesquelles les actionnaires majoritaires sont davantage incités et moyens à exproprier des ressources. Avec une pression importante sur les gestionnaires de fonds pour qu'ils se concentrent sur la gouvernance, plusieurs entreprises qui évaluent les entreprises en fonction de la solidité de leurs mécanismes de gouvernance sont apparues. Les notations des analystes du conseil d'administration de la bibliothèque d'entreprise sont la méthode examinée par Mine et Hedge (2004) et ils ont conclu que la plupart des facteurs pris en compte par les notations des analystes du conseil sont conformes à la théorie et aux preuves de la gouvernance d'entreprise. Ils ont constaté que le pourcentage d'administrateurs indépendants dans les comités, le mandat des administrateurs, l'âge des administrateurs, le nombre de mandats d'administrateur détenus par chaque administrateur, le nombre d'administrateurs sans action et la rémunération du chef de la direction sont des déterminants importants de ces notations. Alan Greenspan, président du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, a dit un jour: «Pour les banques dans le domaine de la gestion des risques

- si cela est fait correctement, la banque créerait de la valeur économique en attirant l'épargne pour financer les investissements, et si cela était mal fait, les ressources réelles seraient mal affectées et les banques pourraient faire faillite. De plus, même si la mesure et la gestion des risques sont effectuées correctement, les banques peuvent encore faire faillite, simplement parce qu'elles n'ont pas eu de chance. »

Les caractéristiques du conseil d'administration peuvent être examinées sous plusieurs aspects: taille, sexe, PDG agissant en tant que président du conseil d'administration, pourcentage du conseil d'administration travaillant dans la même entreprise, pourcentage d'actions détenues par les membres du conseil d'administration, autres affiliations au conseil d'administration avec l'entreprise, etc. Les deux aspects discutés sont la taille du conseil et l'indépendance du conseil. On pense que les performances de l'entreprise s'améliorent en limitant la taille du conseil parce que les avantages d'une surveillance accrue que les plus grands conseils gagnent sont compensés par la mauvaise communication et la prise de décision des groupes plus importants (Lipton et Lorsch, 1992; et Jensen, 1993). Conformément à cette notion, Yermack (1996) documente une relation inverse entre la taille du conseil **d'administration et la rentabilité, l'utilisation des actifs et celle de Tobin**. Q. Anderson *et coll.* (2004) a également montré que le coût de la dette est plus faible pour les conseils d'administration plus importants, probablement parce que les créanciers considèrent ces entreprises comme ayant des contrôles plus efficaces de leurs processus de comptabilité financière. Par conséquent, les entreprises dont les conseils d'administration se situent entre 6 et 15 ont des rendements des capitaux propres plus élevés et des marges bénéficiaires nettes plus élevées que les entreprises dont les conseils d'administration sont de taille différente.

Brown et Caylor (2004) ont constaté que les entreprises dotées de conseils d'administration indépendants ont des rendements des capitaux propres plus élevés, des marges bénéficiaires plus élevées, des rendements de dividendes plus élevés et des rachats d'actions plus importants, ce qui suggère que l'indépendance du conseil d'administration est associée à d'autres mesures importantes de la performance des entreprises. Selon Nam et Nam (2002), le marché semble réduire la qualité de la gouvernance d'entreprise d'environ 30% dans le cas des entreprises contrôlées par un seul propriétaire national. Les preuves soutiennent également l'idée que la gouvernance d'entreprise est plus importante dans les pays où le système juridique et judiciaire de protection des investisseurs est faible. Enfin, les composantes des pratiques de gouvernance d'entreprise auxquelles le marché accorde le plus d'attention semblent différer d'un pays à l'autre; cependant, la composante la plus importante pour toutes les entreprises de l'échantillon semble

être les différentes formes de soutien aux administrateurs, c'est-à-dire le domaine dans lequel les entreprises de l'échantillon obtiennent les plus mauvais résultats.

Comme cela a été le cas dans de nombreuses entreprises familiales asiatiques, les conseils d'administration dominés par des initiés ne devraient pas jouer leur rôle de contrôleurs et de superviseurs efficaces de la direction. Cela est particulièrement vrai lorsque le président du conseil est également le chef de la direction de l'entreprise. Dans leur article, Bagahat et Black (2002) ont constaté que les entreprises dotées de conseils d'administration plus indépendants ne réussissent pas mieux que les autres entreprises. Cela a confirmé leurs conclusions dans une étude antérieure selon laquelle la composition du conseil d'administration était un prédicteur non fiable de la performance de l'entreprise (Ravi, 2016). C'est un cas d'échec collectif du système en Inde. Le parti au pouvoir et les partis d'opposition ont joué le jeu du blâme dans les nominations du PDG à travers l'implication politique. La banque n'a pas déposé de plainte officielle. Il a fourni la solution au problème en Inde, c'est-à-dire donner plus de force aux organisations de surveillance comme SEBI, accorder plus de pouvoirs aux agences d'enquête comme CBI, garantir une plus grande responsabilité des banques publiques, renforcer les autres institutions de surveillance et décongestionner les tribunaux et traduire rapidement les coupables en justice. La société doit être obligée de suivre les pratiques de gouvernance d'entreprise à la fois dans la lettre et dans l'esprit, comme le suggère Marwaha (2017). Le but de cet article est d'analyser les dispositions légales relatives à la protection étendue aux employés privés qui souffrent. L'étude a été réalisée à l'aide de données primaires et secondaires, où les auteurs ont lu la loi de 2011 sur la protection des dénonciateurs, la loi de 1923 sur les secrets officiels, la loi de 2005 sur le droit à l'information, etc. Les auteurs ont constaté que ces lois prévoyaient un mécanisme pour recevoir les plaintes et enquêter sur les allégations de corruption ou de détournement de pouvoir par le fonctionnaire uniquement. Il est nécessaire de disposer d'une loi exhaustive et complète afin que des maux tels que la corruption puissent être maîtrisés complètement et efficacement (Qazi, 2017). Pour améliorer la transparence et l'intégrité du marché, SEBI a constitué plusieurs comités. Des modifications importantes sont apportées en vertu de la clause 49 de la convention d'inscription qui comprend le droit des actionnaires, des dispositions concernant les administrateurs indépendants, les transactions entre parties liées, la divulgation et la transparence. Lisma SEBI a constitué plusieurs comités. Des modifications importantes sont apportées en vertu de la clause 49 de la convention d'inscription qui comprend le droit des actionnaires, des dispositions concernant les administrateurs indépendants, les transactions entre parties liées, la divulgation et la transparence. Lisma SEBI a constitué plusieurs comités. Des modifications importantes sont apportées en vertu de la clause 49 de la convention d'inscription qui comprend le droit des actionnaires, des dispositions concernant les administrateurs **indépendants, les transactions entre parties liées, la divulgation et la transparence.** Lisma *et coll.* (2017) a constaté que les concepts de base de la transparence étaient une attitude ou une action de la société de divulguer l'ensemble des activités et des informations sur les effets pouvant affecter les décisions des investisseurs ou d'autres parties prenantes. Ils ont prouvé que la divulgation d'informations est déterminée par trois facteurs: claire, précise et opportune. En appliquant les principes de transparence, le conseil d'administration est responsable de l'information des parties prenantes tant internes qu'externes. L'application des principes de transparence dans la société anonyme montre que le niveau de transparence a tendance à être plus élevé en termes d'informations non financières mais tend à être fermé lorsqu'il s'agit d'informations financières, en particulier sur la société fermée ou non une société publique.

Gestion des risques

Le risque est la partie du rendement résultant des surprises de tout investissement. Si nous recevons toujours exactement ce que nous attendons, alors l'investissement est parfaitement prévisible et par définition sans risque (Ross *et coll.*, 2001). Selon Fraser *et coll.* (1995), la gestion bancaire est la gestion des risques. Les banques acceptent des risques pour réaliser des bénéfices. Ils doivent équilibrer les différentes stratégies alternatives en fonction de leurs caractéristiques de risque ou de rendement dans le but de maximiser la richesse des actionnaires. Ce faisant, les banques doivent reconnaître qu'il existe différents types et que l'impact d'un

la stratégie d'investissement particulière sur les actionnaires dépend de l'impact du risque total sur l'organisation. Sinkey (1992) considère également la gestion des risques comme le cœur de la gestion financière des banques.

Les activités des banques comportent des risques inhérents. En acceptant des dépôts et en les prêtant ou en investissant ces fonds dans d'autres portefeuilles d'investissement, ils courent des risques auxquels d'autres organisations ne sont pas confrontées. Pour saisir correctement l'exposition au risque d'une entreprise, la gestion des risques doit être complète, représenter l'exposition globale de l'entreprise par type d'entreprise et par secteur d'activité, et doit prendre en compte l'impact à la fois sur les bénéfices et la valeur pour les actionnaires. Tous les risques ne sont pas facilement quantifiables; lorsque la quantification n'est pas une option, des mesures qualitatives devraient être élaborées. Une méthodologie solide devrait être en place pour permettre à la direction d'identifier et de comprendre les expositions aux risques sortants (Table ronde des services financiers, juin 1999).

Types de risques auxquels sont confrontées les banques

Le risque opérationnel peut être défini comme l'ensemble du processus de politiques, de procédures, d'expertise et de systèmes dont une institution a besoin pour gérer tous les risques résultant de ses transactions financières (Hussein, 2000). Marshall (1997) a déclaré que le risque opérationnel contient le risque résultant de défaillances opérationnelles, au sein du back-office ou des zones opérationnelles de l'entreprise. Il a également déclaré que le risque opérationnel d'un point de vue plus large est la variance du bénéfice net non expliquée par les risques financiers. Marshall (1997) a préconisé que le risque opérationnel puisse être défini comme un risque résiduel,

c'est-à-dire tout ce qui n'est pas un risque de marché ou de crédit. Hussein (2000) a en outre précisé que le risque opérationnel comprend le risque de portefeuille, le risque pays, l'évolution du risque de réputation de solvabilité, le risque fiscal, le risque de continuité d'activité et le risque réglementaire. Saunders et Linda (2002) ont soutenu que les sources internes de risque opérationnel sont les employés, la technologie, la relation client et la destruction des immobilisations. Les sources externes sont principalement la fraude et les catastrophes naturelles. Une autre façon de diviser le risque opérationnel en sous-parties consiste à séparer les deux domaines, le risque de levier opérationnel et le risque de défaillance opérationnelle. Le risque de levier opérationnel est le risque lorsque l'entreprise modifie le régime fiscal, dans l'environnement politique, réglementaire ou juridique, ou dans la nature ou le comportement de la concurrence. Le risque de défaillance opérationnelle est le risque de subir des pertes;

Instrument de données et de

méthodologie

L'instrument de collecte de données utilisé pour collecter les données était un questionnaire complet modifié de Hussein et Faris (2007), qui était divisé en deux parties. La première partie couvrait six aspects: compréhension des risques, identification des risques, évaluation et analyse des risques, surveillance et contrôle des risques, et pratiques de gouvernance et de gestion des risques. Il comprenait 36 questions fermées basées sur une échelle d'intervalle, où huit questions correspondent à la compréhension de l'aspect du risque, cinq questions à l'identification des risques, sept questions à l'évaluation et à l'analyse des risques, six questions à la surveillance et au contrôle des risques et dix questions à la gouvernance d'entreprise et pratiques de gestion des risques. On a demandé aux répondants d'indiquer leur

degré d'accord avec chacune des questions sur une échelle de Likert à cinq points. La deuxième partie consistait en deux questions fermées basées sur une échelle ordinale traitant de deux thèmes: les méthodes d'identification des risques et les risques auxquels sont confrontées les banques de l'échantillon. Il convient de mentionner ici que les banques utilisées dans cette étude sont très sophistiquées et que l'on suppose donc que ces banques utilisent des techniques sophistiquées de gestion des risques.

Échantillonnage et collecte de données

L'analyse empirique est basée sur un échantillon de six banques en Inde. Les banques échantillonnées ciblées sont les six plus grandes banques en Inde et ces banques sont fortement impliquées dans la gestion des risques (Price Water House Coopers Report, 2009). L'échantillon comprend quatre banques étrangères: la Barclays Bank, la DBS Bank, la Standard Chartered Bank et la Royal Bank of Scotland; et deux banques locales: les banques rurales régionales (RRB) et la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD). La technique d'échantillonnage utilisée est l'échantillonnage raisonné car elle a permis aux répondants qualifiés d'être spécifiquement contactés ou approchés pour participer à l'enquête.

L'analyse des données

Des statistiques descriptives telles que la moyenne, l'écart-type et le coefficient de variation (qui exprime l'écart-type en pourcentage de la moyenne et sont utiles car l'écart-type des données doit toujours être compris dans le contexte de la moyenne des données) a été utilisé pour donner un aperçu des réponses aux questionnaires. Le coefficient de variation est un nombre sans dimension. Avec le coefficient de variation, plus le coefficient est élevé, plus la variabilité est importante; et plus le coefficient est bas, moins il y a de variabilité, ce qui rend le résultat fiable.

Résultats et discussion

Afin de répondre aux questions de recherche, les aspects suivants de la gestion des risques ont été traités en demandant à des experts en gestion des risques, au conseil d'administration, à la direction générale et à une sélection de cadres supérieurs et juniors d'indiquer dans quelle mesure leurs banques répondent à ces aspects mentionnés. Les résultats du tableau 1 indiquent généralement qu'il y a moins de variabilité dans les réponses des banques sélectionnées concernant l'évaluation et l'analyse des risques, la compréhension de la gestion des risques et des risques et la gouvernance d'entreprise et les pratiques de gestion des risques avec un coefficient de

Tableau 1: Processus de gestion des risques			
Processus de gestion des risques	Signifier	Dakota du Sud	Coefficient de variation
Comprendre les risques et les risques La gestion	4,53	0,39	0,085
Identification des risques	4,45	0,47	0,102
Évaluation et analyse des risques	4,68	0,20	0,041
Surveillance et contrôle des risques	4,36	0,47	0,107
Gouvernance d'entreprise et risques Pratique de gestion	4,36	0,41	0,093

variation de (0,041), (0,085) et (0,093) respectivement; ils sont donc plus fiables que ceux de l'identification des risques et de la surveillance et du contrôle des risques avec un coefficient de variation de (0,102) et (0,107) respectivement.

Comprendre les risques et la gestion des risques

Le tableau 2 montre que le coefficient global de variation des réponses aux huit questions sur la compréhension des risques et la gestion des risques est de (0,085). Les réponses des répondants à ces huit questions indiquent que ces banques ont sélectionné «il est crucial d'appliquer les techniques les plus sophistiquées de gestion des risques» et «la gestion des risques est importante pour la performance et le succès de la banque» avec un coefficient de variation de (0,06) et (0,12) respectivement pour être plus fiables. Il faut s'y attendre car les répondants impliqués en tant qu'experts en gestion des risques, le conseil d'administration et la direction générale, comprennent l'importance de la gestion des risques pour la performance de la banque et appliqueront donc les techniques les plus sophistiquées de gestion des risques. Étonnamment, la compréhension commune de la gestion des risques dans l'ensemble de la banque a été perçue comme étant moindre dans les banques puisque les répondants ont choisi «il existe une compréhension commune de la gestion des risques dans toutes les banques» et «la responsabilité de la gestion des risques est clairement définie et comprise dans l'ensemble de la banque» avec le coefficient de variation de (0,17) et (0,23) respectivement pour être moins fiable (tableau 2). Ceci est probablement dû à la spécialisation

Tableau 2: Comprendre les risques et la gestion des risques			
Comprendre les risques et la gestion des risques	Signifier		
Il existe une compréhension commune de la gestion des risques les banques.	4,17	0,80	0,17
La responsabilité de la gestion des risques est clairement définie et compris dans toute la banque. La responsabilité de la gestion des	4,27	0,91	0,23
risques est clairement définie et compris dans toute la banque. La gestion des risques est	4,58	0,59	0,12 variation SD
importante pour la performance et succès de la banque.	4,70	0,50	0,12
Il est crucial d'appliquer les techniques les plus sophistiquées dans la gestion des risques.	4,78	0,41	0,06
L'objectif de votre banque est d'étendre les applications de techniques avancées de gestion des risques.	4,57	0,74	0,16 Coefficient de
Il est important que votre banque mette l'accent sur la examen et évaluation des techniques utilisées dans la gestion des risques.	4,68	0,60	0,12
Les applications des techniques de gestion des risques réduisent les coûts ou les pertes attendues.	4,52	0,77	0,16
Total	4,53	0,39	0,085

et les banques évaluent la probabilité de survenance des risques comme étant plus fiable que les autres (0,03 et 0,07 respectivement). Le coefficient de variation le plus élevé (0,20) permettant de déterminer si la réponse de la banque aux risques analysés comprend la hiérarchisation des traitements des risques.

Tableau 4: Évaluation du risque et analyse			
Évaluation et analyse des risques	Signifier	Coefficient de variation	SD
Cette banque évalue la probabilité de survenance de risques.	4,38	0,49	0,07
Les risques de cette banque sont évalués à l'aide de méthodes d'analyse quantitative.	4,93	0,36	0,11
Les risques de cette banque sont évalués à l'aide de méthodes d'analyse qualitative (par exemple, élevé, modéré, faible).	4,95	0,22	0,03
Votre banque analyse et évalue les opportunités dont elle dispose pour atteindre ses objectifs.	4,63	0,48	0,10
La réponse de votre banque aux risques analysés comprend une évaluation des coûts et des avantages de la gestion des risques.	4,57	0,50	0,10
La réponse de votre banque aux risques analysés comprend la priorisation des risques et sélectionner ceux qui nécessitent une gestion active.	5,00	0,00	0
La réponse de votre banque aux risques analysés comprend la priorisation des traitements des risques lorsque les ressources sont limitées pour la mise en œuvre du traitement des risques.	4,28	0,86	0,20
Total	4,68	0,20	0,041

Surveillance et contrôle des risques

En outre, la quatrième question de recherche était de savoir si les banques sélectionnées disposent d'un système efficace de suivi et de contrôle des risques. D'après les résultats de l'étude, le système de surveillance et de contrôle des risques avec un coefficient de variation global de (0,107) a été jugé fiable, comme le montre le tableau 5, qui indique que les banques sélectionnées disposent de bons systèmes de surveillance et de contrôle des risques. Une analyse détaillée de chacun des énoncés a révélé que les banques ont noté «le niveau de contrôle de la banque est approprié pour que les risques auxquels elle est confrontée» avec un coefficient de (0,09) soient plus fiables par rapport aux autres et «la réponse de la banque au risque comprend une évaluation des coûts et des avantages de la gestion des risques »avec un coefficient de (0,13) était également fiable. Aussi,

Gouvernance d'entreprise et pratique de gestion des risques

L'étude cherche enfin à savoir si les conseils d'administration et la direction générale sont activement impliqués dans la gestion des risques et aussi quelles pratiques de gestion des risques les banques sélectionnées

Tableau 5: Surveillance et contrôle des risques			
Surveillance et contrôle des risques	Signifier	variation SD	Coefficient de
Surveiller l'efficacité de la gestion des risques est un partie intégrante des rapports de gestion de routine.	4,52	0,828	0,32
Le niveau de contrôle de la banque est adapté aux risques auquel il fait face.	4,18	0,34	0,09
Processus de reporting et de communication au sein de votre banque soutenir l'efficacité des contrôles existants et des réponses de gestion des risques.	4,03	1,31	0,18
La réponse de la banque au risque comprend des plans d'action pour mettre en œuvre des décisions sur les risques identifiés.	4,49	0,89	0,19
La réponse de la banque au risque comprend une évaluation les coûts et les avantages de la gestion des risques.	4,32	0,560	0,13
La réponse de la banque au risque comprend une évaluation de l'efficacité des contrôles existants et des réponses de gestion des risques.	4,62	0,80	0,17
Total	4,36	0,47	0,107

ont adopté. D'une manière générale, à partir de l'analyse de cette étude, la plupart des banques conviennent de manière neutre que leur conseil d'administration et leur direction sont activement impliqués dans la gestion des risques et qu'elles pratiquent également une bonne gestion des risques, comme le montre le tableau 6. Leur score moyen global sur

Tableau 6: Gouvernance d'entreprise et pratique de gestion des risques			
Gouvernance d'entreprise et pratique de gestion des risques	Signifier	variation SD	Coefficient de
La direction générale de la banque examine régulièrement les la performance de l'organisation dans la gestion de ses risques commerciaux.	4,52	0,87	0,19
Le conseil d'administration n'est pas directement responsable de gestion des risques.	4,20	0,40	0,09
Les procédures et processus de gestion des risques de la banque sont documenté et orienté le personnel sur la gestion des risques	4,70	0,78	0,16
La politique de votre banque encourage les programmes de formation dans la région gestion des risques.	4,57	0,67	0,14
Cette banque met l'accent sur le recrutement de personnes en gestion des risques.	4,33	0,47	0,10

Tableau 6 (suite)

Gouvernance d'entreprise et pratique de gestion des risques	Signifier	variation	Coefficient de
Une gestion efficace des risques est l'un des objectifs de la banque.	4,78	0,41	0,08
La haute direction et le conseil d'administration reçoivent et exigent informations de gestion basées sur les risques sur une base régulière.	3,72	1,24	0,28
Seuls les cadres supérieurs et les propriétaires des risques devraient être directement responsable de la gestion des risques.	4,17	0,66	0,15
Les informations de gestion fondées sur les risques sont utilisées pour garantir que des procédures sont en place pour protéger les actifs et les déposants ainsi que pour garantir l'intégrité des données.	3,90	1,11	0,33
Dans l'ensemble, je considère le niveau des pratiques de gestion des risques cette banque est excellente.	4,70	0,64	0,13
Total	4,36	0,41	0,093

les pratiques de gouvernance d'entreprise et de gestion des risques sont de (4,36) avec un coefficient de variation de (0,093) qui est fiable. Le coefficient de variation le plus élevé de (0,28) concernait l'item «la direction générale et le conseil d'administration de cette banque reçoivent et exigent régulièrement des informations de gestion fondées sur les risques», ce qui montre que les répondants évaluent l'item plus variable. La vérité fondamentale est que presque toutes les banques sélectionnées considèrent fortement le niveau global des pratiques de gestion des risques comme excellent et le fait que ces banques mettent l'accent sur le recrutement de personnes hautement qualifiées dans la gestion des risques (0,13). Les choses les plus critiques que les institutions financières doivent faire sont d'éduquer et de sensibiliser sur le fait que la gestion des risques n'est pas uniquement la responsabilité des gestionnaires, elle doit faire partie intégrante de la culture organisationnelle,

Méthode d'identification des risques dans toutes les banques

Concernant les méthodes d'identification des risques, le questionnaire comprend une question fermée sur les méthodes d'identification des risques basées sur une échelle ordinale, comme décrit précédemment. D'après l'analyse de cette étude, les résultats ont indiqué que les six méthodes d'identification des risques les plus importantes sont l'enquête sur les risques, l'analyse des processus, l'analyse de scénarios, l'analyse des états financiers, l'analyse des forces, faiblesses, opportunités, menaces (SWOT) et la communication interne, telle que conversation avec les employés employés par la Barclays Bank, la DBS Bank, la Standard Chartered Bank et la Royal Bank of Scotland et deux banques locales: RRB et NABARD respectivement. Ce sont les stratégies d'identification des risques adoptées par les différentes banques. Les cinq premières positions de la méthode d'identification sont présentées dans le tableau 7 pour les différentes banques sélectionnées considérées dans cette étude.

Tableau 7: Méthode d'identification des risques dans certaines banques						
Type de risque	Banque Barclays	Banque à charte standard		Royal Bank of Scotland	HSBC	BNP
Inspection par le Risk Manager de la Banque	3		4	2		
Audits ou inspection physique	1	3	3	1	1	2
Analyse des états financiers	2	4	2	3	2	3
Enquête sur les risques			5	4	3	1
L'analyse des processus						
SWOT (forces, faiblesses, Opportunités menaces)		1			4	
Inspection par un expert externe	5		1			
Analyse du scénario		5		5	5	5
Communication interne	4	2				4

Conclusion

L'étude a révélé que les principaux processus de gestion des risques identifiés par les six banques sélectionnées sont efficaces.

L'identification des risques, l'évaluation et l'analyse des risques, la surveillance et le système de contrôle des risques font essentiellement partie des politiques de gouvernance d'entreprise et de gestion des risques. Il existe une relation positive entre les pratiques de gestion des risques et la compréhension des risques, l'identification des risques et la surveillance et le contrôle des risques, tandis que l'évaluation et l'analyse des risques sont positivement liées aux pratiques de gestion des risques des banques sélectionnées considérées dans cette étude. La conclusion cruciale de cette étude est que presque toutes les banques sélectionnées estiment que le conseil d'administration n'est pas directement responsable de la gestion des risques. Seuls la haute direction et les propriétaires des risques sont directement responsables de la gestion des risques. Les stratégies de gestion des risques adoptées spécifiquement dans l'identification des risques, telles qu'observées parmi les six banques, comprennent l'enquête sur les risques, l'analyse des processus, l'analyse de scénarios, l'analyse des états financiers, l'analyse SWOT et la communication interne, comme la conversation interne avec les employés. Les principaux types de risques classés par les diverses banques sélectionnées étaient le risque de crédit, le risque d'exploitation, le risque de solvabilité, le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité.

Selon les conclusions de cette étude, le conseil d'administration n'assume pas la responsabilité directe de la gestion des risques, mais ses activités de gouvernance peuvent contribuer de manière significative à une gestion efficace des risques. Les autorités bancaires devraient mettre en place des mesures ou des politiques pour garantir que tout le personnel participe aux pratiques de gestion des risques. La surveillance exercée par le conseil d'administration et l'équipe de direction, combinée à l'approbation du public, peut se traduire par une plus grande efficacité et une meilleure gestion universelle des risques.

Portée future: Les recherches futures pourraient se concentrer sur un examen approfondi des méthodologies et des outils de gestion des risques utilisés pour l'analyse des risques pour tous les aspects des processus de gestion des risques. En Inde, les institutions financières sont confrontées à des défis en matière de gestion des risques et, par conséquent, des études futures pourront déterminer dans quelle mesure la gouvernance d'entreprise contribue à réduire la gestion des risques dans différents aspects du secteur bancaire. O

Références

1. Anderson R, Mansi S et Reeb D (2004), «Board Characteristics, Accounting Report Integrity, and the Cost of Debt», *Journal de comptabilité et d'économie*, Vol. 37, pages 315-342.
2. Baek JS, Kang JK et Park KS (2004), «Corporate Governance and Firm Value: Evidence from the Korean Financial Crisis», *Journal of Financial Economics*, Vol. 71, pages 265-313.
3. Bhagat S et Black B (2002), «La non-corrélation entre l'indépendance du conseil et la performance à long terme de l'entreprise», *Journal of Corporation Law*, Vol. 27, pages 231-27.
4. Brown LD et Caylor ML (2004), *Gouvernance d'entreprise et performance de l'entreprise*, Document de travail.
5. Claessens S (2006), «Corporate Governance and Economic Development», *Banque mondiale Observateur de recherche*, Vol. 21, n° 1, pp. 91-122.
6. Fraser DR, Gup BE et Kolari JW (1995), *Banque commerciale la gestion des risques*, Ouest Maison d'édition.
7. Hussein AHA et Faris MA (2007), «Banks 'Risk Management: A Comparison Study of UAE National and Foreign Banks», *Journal of Risk Finance*, Vol. 8, n° 4, pp. 394-409.
8. Hussein MK (2000), «La banque islamique en théorie et en pratique: l'expérience du Bangladesh», *Finance de gestion*, Vol. 25, n° 5, p. 60.
9. Jensen (1993), «The Modern Industrial Revolution, Exit and the Failure of Internal Control System», *Journal of Finance*, Vol. 48, p. 831.
10. Karn Marwaha (2017), «Corporate Governance and Whistle Blowing in India: Promises or Reality?», *Revue internationale de droit et de gestion*, Vol. 59, n° 3, pp. 430-441.
11. Lipton M et Lorsch JW (1992), «A Modest Proposal for Improved Corporate Governance», *The Business Lawyer Journal*, Vol. 48, pages 59-77.
12. Lisma L (2017), «Le principe de transparence pour réaliser une bonne gouvernance d'entreprise: société à responsabilité limitée», *Journal de l'IOSR des sciences humaines et sociales*, Vol. 22, n° 4, pp. 50-57.
13. Levine R (1997), «Développement financier et croissance: points de vue et programme», *Journal de Littérature économique*, Vol. 35, n° 125, pp. 688-726.
14. Levine R (2005), «Finance and Growth: Theory and Evidence», dans P Aghion et S Durlauf (Eds.), *Manuel de croissance économique*, Elsevier Science, Pays-Bas.

15. Marshall C et Siegel M (1997), «Value at Risk: Implementing a Risk Measurement Standard», *Journal des dérivés*, Vol. 4, n ° 3, pp. 91-111.
16. Mine E et Hedge S (2004), *Notations de gouvernance d'entreprise et performance de l'entreprise*.
17. Mitton T (2002), *Une analyse interentreprises de l'impact de la gouvernance d'entreprise sur l'Est*.
18. Nam SW et Nam IC (2002), «Corporate Governance in Asia: Recent Evidence from Indonesia, Republic of Korea, Thailand and Malaysia», Asian Development Bank Institute, Tokyo.
19. Qazi M (2017), «Corporate Governance and Its Efficacy in Present Era», *Jamia Law Journal*, Vol. 2, pp. 61-77.
20. Ravi SP (2016), «Qu'est-ce qui ne va pas avec la gouvernance d'entreprise indienne?: Une étude de cas de l'échec de Kingfisher Airlines», *Journal d'études commerciales*, Vol. 8, n ° 2, pp. 46-62.
21. Ross SA, Westerfield RW et Jordan BD (2001), *Essentiels de la finance d'entreprise*, McGraw-Hill / Irwin.
22. Saunders A et Linda A (2002), *Mesure du risque de crédit - Nouvelles approches de la valeur à risque et Autres paradigmes*, 2nd Édition, John Wiley & Sons, New York.
23. Sinkey JC (1992), *Gestion financière des banques commerciales*, Maison d'édition Macmillan, New York.
24. Yermack D (1996), «Higher Market Valuation of Companies with a Small Board of Directors», *Journal of Financial Economics*, Vol. 40, pages 185-211.

Référence: # 04J-2019-07-01-01

Les droits d'auteur du Journal IUP de gouvernance d'entreprise sont la propriété de Publications IUP et son contenu ne peut être copié ou envoyé par e-mail à plusieurs sites ou publié sur une liste de diffusion sans l'autorisation écrite expresse du détenteur des droits d'auteur. Cependant, les utilisateurs peuvent imprimer, télécharger ou envoyer des articles par courrier électronique pour un usage individuel.